

FLAMBEAU

des démocrates

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE

N° 0387 du Jeudi 11 décembre 2014  PRIX : 250 F CFA

Lutte contre la corruption

**Journalistes et Organisations
de la Société Civile
appelés à rompre la chaîne
de la corruption** P.2

Transport Maritime



Gilles Calmes,
DG OTAM

Guy Madjé
Lorenzo

OTAM, le Jubilé d'argent

**Duplicité de Jean-Pierre Fabre
au sujet des réformes :** P.6

UN JEU DANGEREUX

Interview exclusive du Vice-Président de Obuts



**Gérard Adja parle des réformes
et de l'opposition togolaise** P.2

Politique

CAP 2015 en lambeaux :

**Le MRC d'Abass
Kaboua exclu** P.3



Abass Kaboua, Pdt MRC

Société

Entrepreneuriat des jeunes

**Le FAIEJ vient en
appui financier
à 125 jeunes** P.6



Gbadamassi Sahouda, DG FAIEJ

Education

**Enseignement
catholique :**

**Bras de fer entre
les enseignants et
les responsables
de l'église** P.3

Interview exclusive du Vice-Président de Obuts Gérard Adja parle des réformes et de l'opposition togolaise

Flambeau des Démocrates:
Bonjour Mr Gérard ADJA, vous êtes le premier Vice Président de OBUTS. Votre Président Agbéyomé KODJO a créé le buzz sur les réseaux sociaux et dans les médias en publiant la semaine dernière une tribune sur son compte Facebook. Tribune dans laquelle il dit clairement être pour une troisième candidature de Faure GNASSINGBE en 2015. Pourquoi cette prise de position au moment où le cap de 2015 ne veut pas entendre parler de ce 3eme quinquennat ?

Gérard Adja : Je tiens tout d'abord à préciser que lorsque le Président Agbéyomé KODJO déclare être favorable à une troisième et dernière candidature pour Faure GNASSINGBE, si c'est la condition sine quo none pour obtenir le retour aux fondamentaux de la constitution de 1992, cela ne veut pas dire nécessairement que Mr Faure GNASSINGBE est déjà élu pour un troisième mandat. C'est le peuple souverain à qui il revient de se prononcer en 2015, pour choisir le nouveau Président.

Dois je rappeler utilement que ce débat avait agité la classe politique sénégalaise qui s'interrogeait si Abdoulaye WADE était juridiquement en capacité de rempiler pour un troisième mandat, le droit l'ayant emporté Wade s'était porté candidat mais il fut battu dans les urnes par le Président Macky SALL.

Au Togo, ce qui urge en ce moment est la mise en œuvre des réformes constitutionnelles et insti-

tutionnelles pour le renforcement de l'état de droit et l'ancrage de la démocratie. Ce n'est qu'à ce prix que nous pouvons espérer voir le Togo devenir un pays émergent et créer le plein emploi et remettre les jeunes et les femmes au cœur du développement de la nation.

Il est clair que les réformes dont s'agit constituent un enjeu majeur pour le peuple togolais, je dirais vital pour l'avenir de la nation.

Dans ce combat pour les réformes l'opposition républicaine s'est fragilisée dès lors qu'elle est minoritaire à l'assemblée, alors qu'elle était en capacité de réunir la majorité au sein de cette législature. Elle doit donc subir la loi de la majorité, un principe démocratique et accepter de faire des concessions si tant est qu'elle désire réellement avec conviction que les réformes en question voient le jour avant les prochaines élections présidentielles.

Pour notre formation politique OBUTS accepter d'opérer les réformes à présent sous les conditions imposées par UNIR comporte moins de désagréments pour le peuple togolais, que de laisser ouvert un boulevard devant Faure Gnassingbé qui pourra alors briguer autant de mandats qu'il le souhaite à la tête de l'Etat togolais, en se servant le moment venu du levier du principe de la non rétroactivité. Mais, ceux qui pensent qu'ils sont en mesure de faire partir Faure Gnassingbé par la rue, me semblent agir comme de naïfs sympathiques,



et font insidieusement un mauvais calcul qui peut leur être préjudiciable. Ils peuvent porter en outre la responsabilité de conduire le peuple togolais, vers des lendemains incertains. Car le bon sens voudrait qu'entre deux sujets compliqués, qu'on choisisse le moins compliqué, et le moins onéreux.

Oui mais quelle garantie avez-vous que le Président Faure s'éclipsera après un 3eme mandat quand on sait qu'au Togo le pouvoir a souvent violé les accords ou les engagements pris.

Justement si l'histoire vous apprend que votre interlocuteur n'est pas un homme de parole, au moment de conclure un contrat avec lui, il faut être intelligent pour envisager des clauses qui l'empêcheront de récidiver dans sa tentative de violer son propre serment.

L'histoire nous rappelle qu'à chaque fois que le pouvoir a pris des libertés avec des engagements scellés avec l'opposition, vous trouverez toujours des erreurs tactiques ou stratégiques de celle-ci

qu'intelligemment ou par ruse le pouvoir exploite. Les causes de la faiblesse de l'opposition togolaise depuis le 5 octobre 1990, c'est sa division liée à la guerre de leadership doublée de l'égo surdimensionné de certains des acteurs, avec son corollaire de mépris et d'arrogance des uns vis à vis des autres.

En Octobre 2006 la formation politique UFC avait refusé de participer au Gouvernement de Maître Yawovi AGBOYIBOR, au lendemain de la signature de l'accord Politique Global, sous prétexte que le poste de Premier Ministre devrait lui revenir.

Rappelons qu'en 2006, l'opposition aurait pu exiger le retour à la Constitution de 1992 au regard du traumatisme dans lequel se trouvait le pays, mais l'odeur alléchant du poste du Premier Ministre que convoitait chaque formation politique pour son camp avait fait passer à la trappe, cette préoccupation fondamentale, qui aurait pu nous épargner ce débat politique et constitutionnel actuel.

Que répondez-vous à ceux qui disent que par cette prise de position, Obuts est dans une logique de vengeance vis-à-vis du CST ?

Celui qui craint la vengeance de quelqu'un reconnaît implicitement lui avoir fait un mal qui ne cesse de le convoquer au tribunal de sa conscience.

Je me réjouis au moins que les gens reconnaissent que certains acteurs politiques ont fait du mal à notre formation politique à un mo-

ment donné de la lutte que nous faisons ensemble pour le mieux être du peuple togolais.

Mais rassurez vous, la formation politique OBUTS n'a pas à l'esprit le sentiment de vengeance à l'endroit de qui que ce soit. Ceux qui ont orchestré des manœuvres tendant à faire du tort à la formation politique OBUTS ont plutôt fait du tort à la cohésion de l'opposition et porté atteinte aux intérêts du peuple togolais.

Nous avons choisi depuis décembre 2013 à travers notre stratégie de réorientation de l'action politique de OBUTS, de ne pas répondre au mal par le mal mais plutôt de guérir le mal par le Bien.

Et c'est dans cet esprit que nous avons décidé de dire la vérité au peuple, quoiqu'il en coûte. Même si nous sommes incompris aujourd'hui, nous demeurons convaincus que l'Histoire nous rendra témoignage.

Les gens acceptent difficilement la Vérité mais elle est libératrice, car nous ne pouvons plus continuer à nous faire complice du mensonge qui a fait le malheur de nos populations. Nous faisons notre cette pensée de Bob Kennedy notre viatique « La tragédie doit nous conduire à la Sagesse, mais elle ne devra en aucun cas nous servir de Guide »

Comptez vous continuer à faire cavalier seul ou allez-vous rallier dans les jours à venir l'un des regroupements de l'opposition (arc-en-ciel ou CAP 2015) ?

Suite à la page 6

Provonat 500 nouveaux agents déployés

Le programme de Promotion du Volontariat National (Provonat) continue de faire son chemin dans la formation civique de la jeunesse togolaise et pour pallier au manque cruel d'emploi en permettant aux jeunes primo-demandeurs d'emploi de s'offrir une première expérience. Après la 8^{ème} vague il y a quelques mois, 500 nouveaux agents viennent de prêter serment pour le compte de la 9^{ème} vague le Vendredi dernier à Lomé à travers une cérémonie couplée avec la célébration de la journée internationale des Volontaires.

« Je jure d'accomplir ma mission avec dévouement, humilité, neutralité et professionnalisme », c'est en ces termes que les nouveaux agents ont fait leur profession de foi devant les ministres du Développement à la Base Victoire Tomégah Dogbè, de la Justice, de l'Enseignement supérieur de la recherche et de la Représentante-résidente des Nations Unies au Togo Khardiata Lo N'diaye. Bien avant d'être renvoyés à leur mission, ces derniers ont été inspirés de l'expérience de leurs prédécesseurs notamment de Marie Dévia volontaire des Nations Unies qui affirme: « Dans ma mission, j'ai acquis beaucoup de valeurs dont l'humilité, la patience, valeurs indispensables pour la gestion des hommes. » de son côté, Caroline Arnaud, tout comme ses



Prestation de serment des volontaires

collègues des volontaires du corps de la paix venus à cette occasion de la célébration de la journée de volontariat prêter mains fortes aux nouveaux agents, cette dernière, n'a pas manqué de relever le rôle du volontaire dans le développement de toute nation. « Laisser la possibilité à des jeunes qui n'ont pas forcément l'expérience de participer au développement de son pays, c'est le volontariat », a-t-elle renchéri. Le ministre Victoire Tomégah-Dogbè dont le ministère est en charge du programme comme d'habitude en ces circonstances a prodigué de sages conseils aux nouveaux volontaires et les a exhorté à un travail professionnel. Elle n'a pas manqué de relever l'importance de ce programme dans la société togolaise. « Le

volontariat national est une force, un ingrédient clé à inclure dans toutes les stratégies de développement », a-t-elle affirmé avant de faire un clin d'oeil aux volontaires nationaux de tous les horizons. « En ce jour solennel, nous pouvons être assuré que quelque part dans le monde quelqu'un est en train de prêter son énergie pour sauver une vie humaine, le volontariat national incarne des valeurs universelles, les volontaires méritent notre encouragement », a-t-elle conclu.

La 9^{ème} vague de volontaires déployés le vendredi dernier, porte à 5525 le nombre total de volontaires nationaux au Togo.

Isaac Tonyi

Lutte contre la corruption Journalistes et Organisations de la Société Civile appelés à rompre la chaine de la corruption

Mardi dernier a été célébrée dans le monde la journée Internationale de lutte contre la corruption.

L'ONG Alafia, dans sa stratégie d'éducation et de pédagogie à la citoyenneté face au drame socio-économique qu'engendre le mal au Togo, organise depuis hier et ce, jusqu'au 12 décembre prochain, un atelier de formation à l'endroit des organisations de la Société Civile, les leaders communautaires, des journalistes et des enseignants, sur la lutte contre la corruption. L'objectif de cet atelier est de sensibiliser et de renforcer les connaissances de ces derniers sur le problème de la corruption afin qu'à chaque niveau, l'on puisse contribuer à rompre la chaîne de la corruption tel que le thème de cette année l'évoque.

A l'ouverture de cet atelier, le chargé d'affaire au Fonds pour la démocratie et les Droits de l'Homme, Dana Banks a réitéré l'en-

gagement de son institution qui ne cesse d'accorder une grande importance à la lutte contre la corruption en assurant une assistance financière et technique aux organisations de promotion des Droits de l'homme. « La lutte contre la corruption doit être menée et doit constituer le plus grand engagement du gouvernement du Togo », a-t-elle affirmé. La présidente de l'ONG Alafia Dovi Akassi Nicole de son côté a exhorté la cinquantaine de participants à cet atelier de formation à s'imprégner des différentes communications afin de participer activement à la lutte contre ce mal qui gangrène la société togolaise.

Plusieurs communications sont au menu de cet atelier de formation, entre autres "le rôle des médias dans la lutte anti-corruption", "la lutte contre la corruption : la contribution du journalisme d'investigation".

Isaac Tonyi

EDITORIAL

Le Togo à l'heure de l'inter-dépendance !

« *L'homme est inconstant, ondoyant et divers* », nous confie déjà Michel Eyquem de Montaigne. Ainsi, la peinture que ce dernier en fait, est un riche trésor de psychologie, en ce sens que, la raison, qui fait notre prétendue supériorité sur les bêtes, ne vaut pas leur instinct, disait-il ; car, elle est à la merci des circonstances extérieures.

Cependant, nous avons une conscience morale, en tant que juge qui nous fait distinguer le bien du mal, et une conscience psychologique, en tant que lumière pour éclairer le juge ; et c'est grâce à tout ceci que nous pouvons changer de cœur et de mentalité, en vue d'une nouvelle orientation de notre vie.

D'autre part, puisque le Togo d'aujourd'hui ne ressemble plus à celui d'hier, à cause de la grande maturité à laquelle nous sommes parvenus, il importe de tout mettre en œuvre pour que, contre vents et marées, notre pays connaisse son « *Siècle des Lumières* ».

En effet, il y a quelques jours sur la Terre de nos Aïeux, l'événement défrayant la chronique, était la marche de l'opposition et celle du parti au pouvoir.

D'ores et déjà, nos acteurs de la vie politique doivent faire figure de despotes éclairés, en vue de se retrouver sur le même terrain d'entente, et cela dans la seule et unique intention de sauver le Togo.

Incontestablement, l'interdépendance est la marque du monde contemporain, si l'on sait que, tout événement survenant dans une sphère, peut avoir des conséquences incalculables dans une autre.

Voilà qui nous impose le devoir, à notre ère atomique où le monde semble évoluer à la vitesse de la lumière, de ne plus nous enfermer dans des pratiques archaïques et retardataires, pouvant constituer un frein à notre épanouissement.

Et puisque les moyens destructeurs ne pourront au grand jamais donner une fin constructrice, alors les Togolais que nous sommes, doivent répondre à cet appel pressant, à à savoir : « **Togolais viens, bâtissons la cité !** ».

Dans cette perspective, l'heure sonne au Togo, pour le pouvoir et pour l'opposition, de mettre de l'eau dans leur vin, en ce sens que, le radicalisme ne nous sera d'aucun secours en matière de paix.

Par-dessus le marché, le dialogue tant attendu, en vue des réformes constitutionnelles et institutionnelles, prescrites par l'Accord Politique Global (APG) d'Août 2006, doit devenir une réalité, dans l'intention du règlement pacifique des éventuels différends ; et il ne peut y avoir de dialogue sans concessions réciproques.

Aussi, la mouvance présidentielle et l'opposition sont-elles devant leurs lourdes responsabilités et devant l'histoire pour la simple raison que, le dialogue franc et sincère, contribuera à la décrispation du climat sociopolitique au Togo. Dans cet ordre d'idées, pour sauver le Togo de la volonté manifeste de certains compatriotes, de le pousser dans le précipice (il n'y aura plus l'ombre d'un doute), chacun de nous doit chercher à être maître de soi.

Ne perdons donc pas de vue, que celui qui est maître de soi, c'est celui-là qui sait se dominer, se maîtriser ; ce qui lui permettra de corriger tous les défauts qui sont en lui, en vue de vivre une vie intérieure avancée, puisqu'il est armé de l'éthique, la tolérance, l'esprit de solidarité, de fraternité universelle, d'éveil de conscience.

En d'autres termes, un tel changement des mentalités et une telle révolution des consciences, nous aideront à considérer la réalité togolaise, sous un autre angle.

Edgar K. Djissénou

CAP 2015 en lambeaux : Le MRC d'Abass Kaboua exclu, après le NET de Gerry Taama

Qu'est-ce qui reste au Combat politique pour l'alternance en 2015 ? Voilà une question que les Togolais sont en droit de poser aujourd'hui, suite aux remue-ménages qui secouent ce regroupement de huit (08) partis politiques.

« Voilà le diable dans la maison » ; voici une chanson de la Compagnie Créole qu'on pourrait bien comparer à la situation qui prévaut ces derniers jours au Combat pour l'Alternance Politique en 2015 (CAP 2015). De huit (08) partis politiques au départ, il n'en reste aujourd'hui que six (06). En fin de semaine dernière, c'est le Nouvel Engagement Togolais (NET) de Gerry Taama qui a été exclu du regroupement. Ce matin, on apprend l'exclusion du Mouvement des Républicains Centristes (MRC) d'Abass Kaboua. Les circonstances de l'exclusion des deux partis du CAP 2015 sont presque les mêmes. Les deux responsables n'ont pas été informés de la décision.

« Monsieur le journaliste, je viens d'apprendre l'information à la radio au



Abass Kaboua

indépendantes (CELLI). « J'ai seulement donné mon point de vue, mais les gens ne veulent pas me comprendre. C'est triste qu'on ne puisse pas discuter entre responsables pour arriver sur un terrain d'entente. Pour moi, pour ce problème de places dans les CELI,

...il y a en tout 42 CELI sur toute l'étendue du territoire, selon les informations. L'opposition s'est vue octroyer 84 places dans ces différentes commissions.

même titre que vous. Mais quelle est cette méthode qui consiste à ne pas avertir les gens avant de prendre des décisions les concernant ? Ça me fait rire », nous a indiqué Abass Kaboua, président du MRC. A l'en croire, les divergences sont nées des répartitions des places aux Commissions électorales locales

j'ai proposé que chacun ait un peu un peu. Je n'ai pas été compris », a ajouté Abass Kaboua. En effet, il y a en tout 42 CELI sur toute l'étendue du territoire, selon les informations. L'opposition s'est vue octroyer 84 places dans ces différentes commissions. L'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) de Jean-Pierre

Fabre a pris elle, seule, 53 places sur les 84. Le MRC, un parti allié de l'ANC, n'a qu'une place.

« Ils m'ont donné une seule place, mais ils sont revenus pour prendre cette seule place qu'a mon parti. Ce n'est pas sérieux. C'est ce que j'ai dit et qui m'a valu tout cela », a expliqué le président du MRC. En ce qui concerne les autres partis politiques, le PSR, également membre du CAP 2015, a envoyé 23 noms pour les places dans les CELI. Le Comité d'action pour le renouveau (CAR), l'Union des forces de changement (UFC) et l'Alliance des démocrates pour le développement intégral (ADDI) ont envoyé chacun 42 noms.

Il se dégage de cette configuration, selon Abass Kaboua, que l'ANC s'est taillé la part du lion, suivi du PSR. Les autres partis du CAP 2015, comme le MRC, le NET (les deux déjà exclus), l'UDS-Togo et Santé du Peuple n'ont qu'une seule place chacun. « L'opposition est aujourd'hui prise dans un sale jeu qu'entretiennent certains leaders qui n'aiment pas le débat contradictoire. C'est regrettable », a confié Abass Kaboua. Avant son exclusion du CAP 2015, il dit avoir tenté de discuter de cette répartition inégale, surtout la reprise de la seule place accordée à son parti. « Mais Jean-Pierre Fabre m'a dit que ce n'est pas lui qui s'occupe des problèmes des CELI. En tant que président d'un parti politique, je suis allé le voir pour discuter entre responsables, il me renvoie chez ses collaborateurs », a-t-il affirmé.

Le président du Mouvement des Républicains Centristes annonce une conférence dans les jours qui viennent pour débattre ce qui se passe au sein de l'opposition, surtout au CAP 2015 et dans la Coalition Arc-en-ciel à quelques mois de la présidentielle de 2015. Affaire à suivre.

Isidore

Enseignement catholique : Bras de fer entre les enseignants et les responsables de l'église

Le courant ne semble plus passer entre les enseignants des écoles catholiques et leurs responsables depuis quelques jours. Visiblement, les discussions qu'il y a eu entre l'archevêque de Lomé, Monseigneur Denis Amouzou-Dzakpa et les enseignants n'a pas porté de fruits. Ces derniers mettent, depuis le début de la semaine, leur menace à exécution.

Les établissements scolaires confessionnels catholiques sont restés fermés depuis hier, sur décision de l'évêque de Lomé, Mgr Denis Amouzou-Dzakpa pour, dit-il, bien mûrir les idées et apporter une solution adéquate à la situation des enseignants qui observent des mouvements d'humeur. Ce matin, ces enseignants, très remontés, ont organisé une rencontre sur le bas-fond du Collège Saint Joseph à Lomé. A les en croire, des agents recrutés il y a trente cinq (35) ans ne sont pas déclarés à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). Il en est de même pour des Enseignants Volontaires (EV) qui bouclent déjà douze (12) ans dans la profession. Et pourtant, ils ne sont jamais rentrés en possession des livrets de caisse.

Pire, les prélèvements faits sur leurs salaires n'ont jamais été versés à la caisse, selon les enseignants. Ces derniers réclament donc leurs livrets de caisse, avec paiement de tous les prélèvements avant 31 décembre prochain.

Dans la foulée, un concours qualifié de « *simulacre* » par les enseignants catholiques a été organisé. Sur plusieurs centaines de milles de candidats, seulement 5000 ont été retenus. Un autre, « *concours exclusif* » a également été organisé seulement à l'intention des enseignants volontaires du public. « Nous qui sommes de l'enseignement catholique, ne sommes-nous pas des Togolais ? N'enseignons-nous pas aux Togolais ? Nos diplômes ne sont-ils pas togolais ? », se demande M. Narcisse, porte-parole des enseignants catholiques, rencontré ce matin au bas-fond. Selon lui, l'Etat et l'Eglise sont en complicité pour les maintenir dans une misère atroce. « L'Etat dit que c'est à l'Eglise qu'il revient de résoudre le problème. Mais quand on approche les responsables de l'église, ils disent qu'ils sont

en discussion avec l'Etat. Quelle est cette discussion qui ne finit jamais ? Mais nous croyons que c'est l'évêque qui doit résoudre ce problème », a poursuivi le porte-parole. Et il a ajouté : « Nous exigeons la réouverture des écoles, sinon l'Etat va rencontrer une marée noire dans la rue dans les jours qui viennent ».

Les enseignants déplorent également que pendant plus de dix (10) ans, il y en a parmi eux qui gagnent encore 35 000FCFA. Et cela, pour les enseignants qui travaillent à Lomé. « Il y a des camarades de l'intérieur du pays qui reviennent avec 1000FCFA à la fin du mois. Cela n'est rien par rapport au SMIG et c'est déplorable », a indiqué un enseignant.

On parle aujourd'hui de neuf (09) personnes dans les rangs des enseignants catholiques qui sont décédées dans la précarité et la misère, parce que n'étant pas capables d'avoir accès à des soins appropriés quand ils étaient tombés malades. Affaire à suivre.

Isidore

Transport Maritime

OTAM, le Jubilé d'argent

L'Omnium Togolais d'Assistance Maritime (OTAM) a célébré le vendredi 05 Décembre dernier, ses 25 ans d'existence et de professionnalisme dans ses activités. Première société prestataire de service à avoir obtenu son agrément de Zone Franche, l'OTAM est une référence dans le monde du transport maritime.

L'enceinte de la direction de ladite société a été, pour la circonstance, le lieu ayant abrité la célébration du jubilé d'argent avec la présence des mem-

SAZOF, celui de l'ASOZOF, des directeurs et chefs services ainsi que des salariés de l'OTAM sans oublier quelques invités de marque.



Photo de famille des cadres de la société

composé de 17 sections fondamentales à savoir la menuiserie, la soudure, la chaudronnerie, la mécanique, la peinture, la maçonnerie...

A travers ce jubilé d'argent, le Directeur Général a réaffirmé l'engagement de sa société à cotoyer le sommet. « Notre crédo devra être : Qualité/Compétitivité/Professionnalisme/ et Disponibilité », a-t-il souhaité. Il a, par ailleurs, félicité les 102 salariés de sa structure qu'il a qualifié de fidèles compagnons et a invité les plus jeunes d'entre eux à marcher sur la trace des aînés. Des diplômes de mé-

rite ont été à cette occasion décernés aux meilleurs employés.

La particularité de l'Otam est l'équité genre. Le travail des femmes dans cette structure est des plus prisé. Hommes et femmes toutes catégories confondues se cotoient chaque jour. D'un point de vue social, elle œuvre également au quotidien pour l'amélioration des conditions de travail de ses salariés, le statut du personnel, la mise en place de microcrédits, la construction d'une cantine, la prise en charge des frais scolaires des enfants de ses employés, l'assurance complémentaire maladie et bien

plus encore...

Comment en est-elle arrivée là ? Le chemin a été long, difficile, rempli de douleurs et de souffrances. Personne n'oserait le croire ! Tout était parti juste d'une minuscule entreprise qui s'étaient dotée de statut aux points duquel ils se sont donné pour mission « Toutes opérations navales à flot ou à sec sur les deux slipway ; travaux allant de la mécanique à la soudure en passant par la peinture, les visites de radeaux etc... » Désormais, elle est classée au rang de Petite et Moyenne Entreprise (PME) certifiée ISO 9001-2008 depuis trois ans. Tout ceci témoigne du professionnalisme, du travail bien fait, de l'abnégation que leurs clients leur reconnaissent.

A la clôture des festivités, M. Gilles Calmes a remercié de nouveau les plus hautes autorités togolaises pour le cadre légal et réglementaire mis à la disposition de leur entreprise et promet participer encore plus au développement du pays.

Edson DOGBE (stagiaire)

Leadership féminin: Zoom sur Mme Tchassanté Rafatou, Chef tourneuse à OTAM

Partant du constat selon lequel les femmes sont aujourd'hui aussi qualifiées que les hommes et de plus en plus présentes sur le marché du travail, nombre d'entre elles ne s'empêchent à s'engager davantage sur le plan professionnel. Comme exemple, TCHASSANTE Rafatou, une dame qui dirige l'une des sections de l'OTAM (Omnium To-

plus, les progrès enregistrés en matière de scolarisation et de formation nous amènent à nous rassurer de l'émission sur le marché du travail d'une main d'œuvre féminine qualifiée.

Pour le cas d'espèce, l'enthousiasme, le courage, la maturité d'esprit et le dévouement de dame Rafatou Tchassante lui ont valu ce



golais d'Assistance Maritime), notamment sa section service de tournage.

Malgré la faible représentation des femmes aux différentes sphères de décisions, les progrès réalisés par ces dernières sont cependant incontestables. Ce qui paraît important, c'est que ces femmes sont présentes dans la quasi-totalité des secteurs et en particulier ceux traditionnellement fermés. De

titre qu'elle exerce depuis début 2006. Une femme assez battante à la tête de cette section qui fait toujours preuve d'une parfaite harmonie, concorde et d'une bonne entente avec ses autres collègues de service notamment les hommes.

En somme, une initiative à encourager chez les femmes afin de les motiver à en faire davantage.

Edson DOGBE (Stagiaire)

En prélude à l'élection présidentielle de 2015 L'Association Jeunes Leaders pour Unir lance ses activités

Plus que quelques mois et le Togo va retomber dans la fièvre électorale pour doter le pays d'un nouvel exécutif. Dans l'Etat major du parti au pouvoir, c'est la mobilisation totale en attendant la date butoir. En témoigne le lancement officiel des activités de l'Association Jeunes Leaders pour Unir (JLU) à travers un dîner de gala organisé le samedi 06 décembre à Lomé.

C'est dans une ambiance festive que cette jeune association après analyse minutieuse de la situation socio-politique du pays et surtout du constat que la jeunesse togolaise représente 75% de l'électorat, a décidé de se porter sur les fonts baptismaux et ensuite de lancer dans la foulée ses activités. Prenant la parole pour ouvrir le bal de cette rencontre, le président de l'Association Fumey Rodrigue a souhaité la bienvenue aux invités avant de réaffirmer l'engagement de son association à jouer sa partition dans le débat public. « Rester spectateur de la vie politique du pays, est chose suicidaire pour la jeunesse », a-t-il averti. Il n'est pas allé par le dos de la cuillère pour afficher l'objectif des Jeunes Leaders pour Unir. « Nous sommes convaincus d'une action commune de la jeunesse qui reste la force du pays. Nous sommes une tribune pour



Membres JLU

faire valoir les actions du Chef de l'Etat », a-t-il assuré.

A sa suite, le secrétaire Général de ladite Association keth Hodabalo est venu énumérer les différents objectifs de leur regroupement qui vont de la participation au débat public, de l'intégration des préoccupations des jeunes à leur engagement dans la vie politique. Après avoir présenté à l'assistance les points focaux de la JLU, dans les différentes régions du pays, le Secrétaire Général a rassuré son auditoire de l'engagement de la JLU à aller au bout de sa logique. « la JLU mettra tout son énergie pour construire un Togo fort », a-t-il exprimé.

Sur ces mots d'espoir, ce dernier a cédé la place aux invités de marque venus de la Côte d'Ivoire. Tour à tour, le représentant du député-maire de la Côte d'Ivoire Djaha

Jean a apporté le soutien de son mentor à l'initiative des Jeunes Leaders pour UNIR qui prévoit organiser dans les mois à venir un colloque à l'intention des jeunes africains à Lomé. Abondant dans le même sens, Karim Ouattara ex-conseiller du président de la Commission Dialogue-Vérité -Réconciliation a prodigué de sages conseils aux Jeunes Leaders. « Vous ne devez pas fuir les débats qui se passent sur les réseaux sociaux, ne vous laissez pas distraire, occupez tous les espaces là où se passent les débats », a-t-il suggéré.

Plusieurs activités qui attendent d'être dévoilées à la presse sont inscrites dans l'agenda de la JLU. En clôture de ce dîner de gala, un bal a été organisé à l'intention des invités.

Isaac Tonyi

Interview/Ayéva Issofa, responsable du personnel à OTAM : « Grâce aux efforts des uns et des autres, nous avons pu gravir les échelons »

L'Omnium Togolais d'Assistance Maritime (OTAM) est une société qui s'occupe de l'entretien des navires. Elle offre ses services au Port Autonome de Lomé. A l'occasion de ses vingt-cinq (25) ans, le responsable du personnel dévoile, à travers cette interview, ce que fait la société. Lire !

Bonjour monsieur Ayéva Issofa. Vous êtes le responsable du personnel de l'OTAM. D'abord que signifie OTAM ?

OTAM signifie simplement Omnium Togolais d'Assistance Maritime

OTAM fête aujourd'hui ses vingt et cinq ans. Présentez-nous, monsieur Ayéva, votre société.

La société OTAM est spécialisée dans le domaine de carénage, c'est-à-dire que nous faisons l'entretien des bateaux. Il y a des bateaux qui viennent de l'extérieur, il y a les remorqueurs du Port Autonome de Lomé, les remorqueurs du Port Autonome de Cotonou, il y a aussi les Chinois qui viennent du Nigéria, du Gabon et du Ghana. Donc nous sommes spécialisés dans l'entretien des bateaux.

Vous vous occupez aussi de

gros porteurs, puisque aujourd'hui nous avons le troisième quai ?

Nous n'arrivons pas à prendre de gros porteurs puisque notre capacité est limitée à quatre cents tonnes. Mais nous intervenons sur place. Par exemple, il y a des bateaux qui viennent et qui ont parfois certains problèmes au niveau de leur porte conteneur qui est endommagé, nous intervenons. Donc, nous avons à notre disposition des soudeurs, des électriciens, des chaudronniers. Presque tout le monde.

Précisez-nous monsieur Ayéva les domaines d'intervention de la société OTAM.

Nous intervenons souvent sur les gros porteurs, en matière de soudure. Si nous prenons par exemple les bateaux Chinois, on fait presque tout, quant on prend les remorqueurs,



Ayéva Issofa

on fait aussi tout en l'occurrence le sablage puis la peinture. Concernant la mécanique au niveau des moteurs, en cas d'endommagement d'un moteur, nous arrivons à le réparer. Grosso-modo, voilà ce qu'OTAM fait comme activité.

Quel bilan pourriez-vous faire à l'occasion des vingt et cinq ans de votre société ?

Je peux affirmer que le bilan est positif, parce que dès le début, surtout pendant les dix première

res années, nous avons eu quelques difficultés, ce qui est d'ailleurs naturel. Mais grâce aux efforts des uns et des autres, nous avons pu gravir les échelons. Donc je peux dire avec fierté que le bilan est positif.

Dites-nous le capital de votre entreprise

Je ne saurais rien vous dire sur ce point. Car seul le Directeur serait en mesure de vous éclairer plus. Mais je peux toutefois vous faire un briefing sur notre

capital de départ qui est de 80 millions. Et par approche estimative, nous avoisinons les 160 millions à nos jours.

Dans la zone portuaire, quelles sont vos relations avec les autres sociétés exerçant aussi les activités maritimes ? Je veux parler du Terminal de Sahel et du groupe Bolloré.

Nous n'avons pas une relation en tant que telle à part celle que nous avons avec le Port Autonome même. Mais le plus souvent, le responsable du PAL nous fait appel s'il y a nécessité. Mais la majorité des nouvelles sociétés nous apportent des contrats.

Pour terminer, quelles sont vos perspectives d'avenir ?

Je ne peux que souhaiter bon vent à la société OTAM tout en espérant plus de progrès dans les années à venir pour le bien-être de toute la population togolaise.

*Interview réalisée par
Germain Ayivi*

Rencontre avec Jean Y. Lasbleiz

« Le port de Lomé sera probablement le plus puissant de l'Afrique de l'ouest »



Bonjour Monsieur Jean Y. Lasbleiz. Que faites-vous avec ce chenal ?

L'ancien chenal ne permettait pas l'accès de bateaux de grande dimension (Over panamax) et là les dragueurs

ont préparé un chenal très profond qui va permettre l'accès aux grands bateaux sur le Port de Lomé. Pour que les bateaux puissent venir, il faut que le balisage soit dans les normes les plus modernes. Donc la société

Mobilis qui est le troisième leader mondial en matière de conception et de fabrication des bouées a proposé ses services pour installer des bouées permettant un accès de nos services aux réalités du port moderne de Lomé au mieux de la technologie moderne.

Les bouées se distinguent en sept bouées différentes. La première est la bouée centre-Lomé qui est équipée d'une balise racone et d'un système AIF. Le racone, c'est un système qui permet aux navires qui utilisent leur radar d'identifier avec certitude le navire, même s'il ne voit pas la bouée centre-Lomé, le fixe avec certitude et garde la même vitesse et qu'il ne s'agit pas d'un autre port.

Elle est équipée d'un système AIF. C'est un système qui marche avec les ondes VHF qui permet au bateau sur un même écran d'avoir le positionnement qui va aboutir à coup sûr à la bouée de Lomé même si les conditions météorologiques ne le

permettent pas. Ils sont deux moyens ultramodernes pour repérer l'atterrissage de Lomé à 4 km aux larges. Une fois que le bateau se situe, il va être guidé par deux feux qui seront installés sur un pilonne, surtout par des bouées rouge et vert qui vont être installées bientôt. C'est-à-dire la 1 et la 2, la 3 et la 4 permettent au bateau de se guider. Deux grosses bouées rouges vont permettre au navire qui rentre de changer sa direction vers le port. Ce sont les bouées 6 et 8.

Ensuite nous avons 4 petites bouées qui vont permettre au bateau qui évolue dans le plus grand bassin de ne pas risquer de s'échouer dans le talus de comportement. Les petites bouées sont synchronisées par un système GPS, c'est-à-dire que ça s'allume et s'éteint en même temps comme une piste d'aviation, si bien que le marin qui arrive voit le signal très bien pour visualiser le chenal. Ils sont surveillés à terre à la capitainerie en permanence. Le chenal est en

mesure de dire si les bouées fonctionnent ou pas.

Toutes ces bouées fonctionnent de façon autonome, c'est-à-dire le système est étudié pour qu'en cas de cassure et de dommage le système reste pendant au moins 5 ans sans intervention. C'est un système complètement autonome. Le soleil et les panneaux solaires fonctionnent de façon permanente avec les bouées. Sans quoi il faut changer les batteries pour permettre au système de fonctionner.

Les avantages sont considérables. D'abord, le balisage va être extrêmement clair. Il ne va pas y avoir de perte de temps de gros bateaux. Le port de Lomé sera probablement le plus puissant de l'Afrique de l'ouest dès qu'il sera équipé de ce système de dragage. Ces bouées sont de la nouvelle technologie et sont extrêmement solides. Le port de Marseille est un exemple où elles sont dans l'eau depuis 20 ans. C'est un matériel extrêmement solide.

Duplicité de Jean-Pierre Fabre au sujet des réformes : UN JEU DANGEREUX

Les convictions profondes du Président National de l'ANC à propos des réformes sont connues de tous. Le conclave de Novela Star a été initié pour faire de lui le candidat unique de l'opposition pour le scrutin présidentiel de 2015. Il sait depuis que la seule façon de parvenir à cette fin est de tout faire pour mettre en échec le projet de révision constitutionnelle introduit par le gouvernement en mai 2014. Et ce n'est pas un fait du hasard si au lendemain du rejet du projet de révision par les députés de l'UNIR, Fabre a sursauté de joie en déclarant sur la radio RFI : « *Maintenant que le texte est rejeté, il ne reste qu'à aller aux élections* ». Il a aussitôt entrepris les grandes manœuvres pour se faire désigner candidat

unique. C'était de toute évidence par illusion que Fabre a penser pouvoir gagner les élections sans les réformes, pourvu qu'il soit seul face au candidat du pouvoir.

La manœuvre ne pouvait en réalité que profiter au parti au pouvoir puisque l'échec de la révision constitutionnelle avait pour conséquence de maintenir le système de mandat présidentiel illimité et d'ouvrir au Président Faure Gnassingbé un boulevard pour au moins deux nouveaux mandats de 5 ans.

Il se trouve que tous les Togolais qui s'attendaient à l'alternance au scrutin de 2015 considéraient que ce scrutin n'aurait aucun sens si les réformes constitutionnelles et institutionnelles ne sont pas



Jean-Pierre Fabre

réalisées avant. Des partis politiques et plusieurs organisations de la société civile ont donné le ton pour la nécessité des réformes. Les hiérarchies de l'Eglise catholique, de l'Eglise presbytérienne et de l'Eglise Méthodiste sont venues en renfort. Le groupe dit « des 5 » : l'Union Européenne, l'Allemagne, la

France, les Etats Unis, le PNUD par le canal de leurs représentations ont interpellé ouvertement le gouvernement.

Devant cette levée de boucliers en faveur des réformes constitutionnelles et institutionnelles, Jean-Pierre Fabre a dû faire profil bas et a donné l'impression de se rallier aux partisans des réformes. Et pour faire croire que son revirement est sincère, il s'est mis à faire du boucan en prenant le devant des mouvements de rues.

Mais personne n'était dupe de cette comédie. De plusieurs sources, on a appris que tout en jouant au champion des réformes, Jean-Pierre Fabre n'a cessé de manœuvrer dans l'ombre pour les empêcher. Et c'est par pure tactique que l'ANC s'est associée à la proposition de révision constitutionnelle CAR/ADDI. Et c'est pour rendre impossible son adoption qu'elle l'a assorti d'un dispositif conçu à cet effet. A la suite de cette manœuvre Jean-Pierre Fabre se frotte désormais les mains que tout comme le projet de révision du gouvernement

celui de révision de l'opposition ne passera pas. Il n'y aura pas de mode de scrutin à deux tours. Jean-Pierre Fabre se fait l'illusion d'avoir servi la cause de la démocratie pluraliste.

Le jeu est dangereux. Jean-Pierre Fabre a tort de croire qu'il peut continuer à abuser impunément par ses propos sans lendemain des masses populaires. Elles finissent tôt ou tard par découvrir la supercherie et peut riposter. Gilchrist Olympio en a fait l'amère expérience.

Les gens commencent du reste par découvrir la duplicité. Comme l'Association Bâtir le Togo de Jean Yovi Degli l'a écrit dans sa déclaration du 02 décembre 2015, « *des voix s'élèvent pour évoquer le fait qu'une frange de l'opposition soutient les réformes juste du bout des lèvres et entend tout faire pour les saboter pour des raisons politiques inhérentes à l'unicité de la candidature aux élections présidentielles. Si ces faits se confirment, ils seront d'une gravité absolue* ».

FD

Interview de Gérard Adja de Obuts

Suite de la page 2

Quand dans un combat deux camps s'affrontent il faut nécessairement un arbitre ou une troisième force qui apporte la Solution. Nous sommes sereins et confiants dans notre posture actuelle car nous comptons dans nos rangs des hommes et des femmes capables et outillés, disposant de solides expériences dont la nation a besoin pour se reconstruire et se relever, et enfin pour sortir de cette impasse dans laquelle les extrémistes de tout bord l'ont plongée.

Pour finir, dites nous clairement si Obuts est encore pour une alternance en 2015.

Dites-moi Loïc qui ne souhaite pas l'avènement de l'alternance au Togo? Dans notre formation politique OBUTS nous désirons de toutes nos forces voir l'alternance et nous travaillons tous les jours pour en être les acteurs déterminants dans cette perspective.

Mais l'alternance ne se crée pas, ou ne s'obtient pas par des incantations, elle est le fruit d'un travail sérieux et constant avec des hommes et des femmes qui aiment leur pays, et qui sont d'humbles visionnaires au service de l'intérêt général.

Malheureusement chez nous au Togo l'opposition a commis en 2013, deux erreurs stratégiques graves qui semblent quelque peu hypothéquer aujourd'hui les chances de l'alternance.

D'abord le refus radical de l'ANC de valider l'idée de constituer une liste commune entre le CST et l'Arc-en-ciel aux dernières élections législatives situation qui a empêché l'opposition d'avoir la majorité à l'assemblée nationale et de créer les réelles conditions de l'alternance. Ensuite la décision délibérément prise par deux formations politiques membres du CST après les législatives de créer un groupe parlementaire ANC-ADDI à l'assemblée avec des députés qui sont élus sous la bannière du Collectif Sauvons le

Togo, a brisé la dynamique unitaire qui était en cours pour la mobilisation des forces de changement.

Il faut du temps et des sacrifices énormes pour effacer les débats collatéraux de ces erreurs à mon avis. L'alternance peut toujours advenir en 2015 à condition toutefois de trouver un projet commun et fédérateur qui réunit l'ensemble de l'opposition avec un Leadership accepté et incontesté par tous, capable de rassembler toutes les forces du changement, dans l'humilité et dans le désintéressement.

Je suis extrêmement malheureux de constater que ce qui se fait jusqu'à présent en matière politique au Togo n'est pas de nature à rassurer, et à créer l'espérance d'un lendemain meilleur pour nos populations. L'affrontement permanent par médias interposés entre Mr Gilchrist Olympio et ses anciens lieutenants ne semble pas arranger les choses non plus, au contraire, cela empoisonne le climat politique.

Les vieilles méthodes et pratiques politiques désuètes et le choix de l'ANC et ses alliés continuent de diviser les forces du changement tout comme la méthode de gouvernance de l'appareil d'Etat ne prend pas suffisamment en compte les préoccupations des populations.

Par ailleurs, le parti UNIR commet aussi souvent des erreurs fatales qui peuvent lui être préjudiciables à tout moment si les forces démocratiques de l'opposition arrivent à taire leur division et si les leaders faisaient le deuil de leur ego, pour construire une sérieuse alternative. Le temps presse et joue contre toutes les parties en présence dans ce combat pour l'alternance.

Demain vendredi le Cap 2015 et les ODDH appellent à une grande marche sur toute l'étendue du territoire pour exiger les réformes avant les élections. Votre avis sur cette manifestation.

Chacun a sa méthode et ses moyens de lutte. OBUTS n'a pas la même grille de lecture des événe-

ments que ceux qui recherchent la solution aux sérieux problèmes politiques de la nation dans la rue.

Mais c'est regrettable de ne pas chercher à remettre en cause les vieilles méthodes et les moyens de lutte qui donnent toujours des résultats aux antipodes de l'espérance du peuple togolais.

J'ose croire que ce sont les événements de Ouagadougou baptisés de Printemps Noir qui ont donné du regain et un nouvel élan à certains leaders de l'opposition togolaise.

Mais avant que les lignes ne bougent et que les choses ne se concrétisent à Ouagadougou, il y a eu du chemin, dont les auteurs ont seuls le secret à mon avis.

Sommes-nous capables d'avoir l'humilité, l'intelligence, chevillées à l'intérêt exclusif de la population, pour emprunter ce chemin? Je reste pour ma part en tant qu'homme politique assez dubitatif.

Votre mot de fin

En guise de mot de fin, je reprendrai quelques paragraphes de la libre tribune du président Agbéyomé KODJO qui fait le buzz en ce moment à savoir : « A cette phase de la lutte il nous faut privilégier les consultations diplomatiques de façon éclairée et intelligente, pour conduire l'ensemble de la classe politique à des compromis républicains avec pour le seul objectif d'éviter coûte que coûte de cliver la société togolaise et de briser la cohésion nationale.

Oui, la limitation du nombre de mandats présidentiels est devenue un impératif en termes de modernité politique et de pratique politique saine.

Refuser de faire des concessions d'essence politique pour rendre aisé l'adoption des réformes constitutionnelles et institutionnelles, c'est paradoxalement faire le choix d'un bail à durée indéterminée, pour tout prétendant à la magistrature suprême. »

Je vous remercie

Réalisée par Loïc Las

Entrepreneuriat des jeunes Le FAIEJ vient en appui financier à 125 jeunes

En vue de promouvoir l'auto emploi des jeunes et l'entrepreneuriat au Togo, 125 jeunes ont bénéficié hier à Lomé d'un appui financier du Faiej dans le cadre du programme de Promotion de l'Entrepreneuriat des jeunes, du crédit jeune entrepreneur et de kits d'outillage de fin de formation.

Évalué à 82 millions de frs cfa dont 12 millions d'appui direct de la Confejès et 20 millions équivalent aux kits d'outillage offerts aux jeunes artisans en fin de formation, cet appui financier vient porter un coup de pouce à 19 jeunes porteurs de projets d'entreprises bénéficiaires du financement du projet PPEJ, 72 jeunes bénéficiaires du FAIEJ répartis sur toute l'étendue du territoire national et 36 artisans venus des préfectures du Golfe, de Kloto, de Vo. Les premiers et second ont bénéficié des chèques de financement tandis que les artisans, eux, ont bénéficié de kits d'outillage. Leur joie a été grande à l'issue de cette cérémonie, en témoigne les propos de leur porte parole. « *Nous avons été à l'école, nous avons nos diplômes mais difficile pour nous de trouver un emploi. Mais depuis la mise sur pied du Fonds d'appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ), et les formations que cette structure nous a permis de suivre, nous pouvons monter nos propres affaires* », a-t-il exprimé. C'est une grande joie qui



Gbadamassi Sahouda, DG FAIEJ

nous anime aujourd'hui a-t-elle poursuivi, de recevoir cet appui. Demain sera un nouveau jour pour tout un chacun d'entre nous ». Présidant cette cérémonie, le ministre Victoire Tomégah-Dogbé a exhorté les bénéficiaires à aller au bout de leur logique d'entrepreneuriat en s'armant de courage et de rigueur dans la gestion. Elle n'a pas passé sous silence la réussite des jeunes qui ont vaillamment réussi avec le Faiej et qui aujourd'hui ont une grande satisfaction. La directrice du Faiej Gbadamassi Sahouda à son niveau, a remercié le gouvernement qui ne ménage aucun effort pour soutenir sa structure.

Notons que dans le cadre de ce programme, des financements ont été octroyés via certaines Institutions de Microfinance et deux banques de la place.

Isaac Tonyi

Amélioration du climat des affaires et réduction de la pauvreté

Les PME /PMI pour l'émergence économique du Togo

Du 8 au 9 décembre derniers s'est tenue à Lomé, une conférence réunissant des entrepreneurs et délégués des Petites et Moyennes Entreprises et Industries du Togo. Centrée sur le thème : « PME/PMI au cœur du développement », cette conférence fut une aubaine pour ces acteurs clés du système économique national regroupés au sein de l'Union des Petites et Moyennes Entreprises et Industries (U35).

Le train du développement marche. Pour preuve, les nombreux chantiers ouverts dans tous les domaines so-

cioprofessionnels du Togo. Prise pour l'une des priorités de l'exécutif togolais depuis l'avènement du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé au pouvoir en 2005, l'économie togolaise reste le levier principal de cette politique de relance du développement du Togo. Entre-autres réformes à l'acquis du gouvernement togolais, celle de la justice, les lois relatives aux industries extractives et au commerce extérieur, le code de passation des Marchés Publics, l'installation du Guichet Unique sans oublier la mise en place de l'Office Togolais des recettes (OTR).

Cependant, force est de constater que le secteur des PME/PMI, malgré cette panoplie de réformes, reste toujours caractérisé par d'énormes dysfonctionnements se traduisant notamment par des chiffres d'affaires régressifs, des fermetures des structures pour raison de faillite ou simplement pour défaut de paiement d'impôts, des abandons ainsi que des résignations dues à l'accès aux crédits bancaires et de micro finances à des taux extrêmement exorbitants voire suicidaires. C'est donc en réponse à ces dysfonctionnements que s'inscrit cette conférence afin de canaliser les énergies et repositionner ainsi les entreprises nationales pour une meilleure participation citoyenne au développement du Togo.

Dans son mot introductif, Kondo Bilanté, Président Exécutif de U35



Table d'honneur

et Président d'Organisation de ladite conférence a, d'entrée, salué la grande mobilisation de l'ensemble des délégués venus de toutes les préfectures du Togo. Une mobilisation qui, selon lui, reflète toute la détermination des opérateurs du secteur privé, notamment des PME/PMI à « diagnostiquer sans complexe ni complaisance, le mal qui paralyse l'économie nationale ». Ce qui leur permettra, a-t-il fait observer, de « jouer pleinement leur partition dans l'économie nationale ».

Précisant les objectifs sous-tendant cette conférence, le Président d'Organisation a affirmé que ces assises constituent par ailleurs un plaidoyer actif à l'endroit des autorités. Ceci, à travers des approches objectives menées sur la base des recherches devant leur permettre de parvenir à une feuille de route consensuelle qui servira de plan stratégique pour la relance effective du secteur des PME/PMI, le véritable socle de déve-

loppement de tout pays. « Nous sortons peut-être d'un profond sommeil, mais nous nous engageons à tout mettre en œuvre pour que l'énorme potentiel des PME/PMI dont regorge la nation soit capitalisé au profit de l'émergence économique du Togo », a poursuivi Kondo Bilanté. Se réjouissant de l'initiative, le ministre de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire, Djossou Sémondji représentant sa collègue du Commerce a, pour sa part, félicité les acteurs pour leur démarche qualitative qui entend ainsi aider le gouvernement à atteindre dans une dynamique unitaire, l'objectif « 0 pauvreté à l'horizon 2030 ». Puis, a-t-il invité les délégués à plus d'engagement et d'ambition car, « C'est au bout de l'ardeur que résulte le succès », a conclu Djossou Sémondji en guise d'ouverture de la conférence.

Magloire TEK0

Promotion de la sécurité humaine au Togo

Le RASALT sensibilise les jeunes sur le Manifeste de la Jeunesse Togolaise

Validé puis publié le 21 février 2014 par le Réseau d'Action sur les Armes Légères (RASALT), le Manifeste de la Jeunesse Togolaise poursuit sa rencontre avec les jeunes. Après les étudiants, il y a deux semaines, c'est le tour hier mercredi 10 décembre, d'une vingtaine de jeunes issus de différentes couches socioprofessionnelles du Togo.



Soucieux du type de citoyen à faire des jeunes togolais afin de disposer d'une jeunesse active et motrice de son développement, le Réseau d'Actions sur les Armes Légères (RASALT) a consulté sur l'ensemble du territoire national, un échantillon de 345 jeunes notamment dans trois régions sur les cinq que compte le Togo. Objectif, recueillir leurs propositions pour l'enrichissement de la politique nationale de jeunesse. A l'issue des discussions et échanges, résultent une série de préoccupations et propositions axées essentiellement autour de six axes essentiels. Notamment l'Education, le Développement économique et Humain, la Solidarité, la Culture, la Communication et le dialogue, l'Environne-

ment, la Paix et la non violence.

En bonne place de ces propositions soumises aux autorités, la nécessité de diversifier et d'adapter le processus d'enseignement et d'apprentissage à toutes les formes d'aptitudes et la promotion de la solidarité à travers l'amélioration de la communication à l'école entre les jeunes et l'adulte.

Par ailleurs, dans ce document, les jeunes Togolais s'engagent à participer davantage aux activités scolaires et sociales, à lancer des projets et à mobiliser des fonds pour leurs écoles et communautés, à respecter les opinions et croyances d'autrui.

A en croire Maurice Gblodzro, Chargé de Projet à RASALT chargé de la Section de la Jeunesse, c'est donc dans le but de vulgariser le contenu de ce document qui vient de fait, en soutien à la stratégie de mise en œuvre de la politique nationale de la jeunesse que se situe cette rencontre, la deuxième après celle organisée récemment avec les étudiants de l'Université de Lomé. Par ailleurs, « Nous entendons, après s'être appropriés de ce document, amener le pouvoir public à agir prioritairement en faveur de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes », a poursuivi Maurice Gblodzro.

Au cours de cette rencontre qui a connu la présence de Theodora William, la Représentante de FOSDA, partenaire technique RASALT, le Consultant Majesté Awutey a mis au parfum ces jeunes sur l'essentiel du contenu dudit manifeste.

Ce Manifeste, faut-il le rappeler, est validé le 20 décembre 2013 à Lomé. Après sa publication le 21 février 2014, il a été transmis à plusieurs institutions de la République telle l'Assemblée Nationale ainsi qu'aux institutions partenaires comme l'UEMOA et la CEDEAO.

Magloire TEK0

COMUNIQUE DE PRESSE

Le Cabinet d'Avocat ADJOH & PARTENAIRES sis à 67 rue Avalimé à Tokoin Séminaire, BP 3408 Lomé ; Tel : 22 21 24 48 Portable : 91 32 21 77 ; informe le public togolais que TOGO a désormais un avocat d'envergure internationale.

Inscrit au barreau de Stuttgart en Allemagne où il a fait ses études, et au barreau de Lomé au TOGO, Maître ADJO-KOMLAN Anowaty vous informe que son cabinet n'est pas fermé. Il fonctionne à merveille. Lisez plutôt les deux courriers ci-dessous :

Courrier 2

ADJOH-KOMLAN Anowaty <avocat@gmail.com>

Admission dans la chambre des avocats de Stuttgart sur le fondement de l'art. 206 BRAO (BRAO= texte qui régit la profession des avocats en Allemagne) Votre écriture en date du 22/09/2014

Message
Karterina Efremidou <efremidou@rak-stuttgart.de> 29 septembre 2014 11:49

A: "avocat.adjohnorbert@gmail.com"
<avocat.adjohnorbert@gmail.com>

Honorable Monsieur ADJOH-KOMLAN, Nous accusons réception de votre courrier (écriture) du 22 septembre 2014 et nous voulons vous remercier pour les documents que vous nous aviez envoyés. De votre écriture en déduisons que vous n'installerez aucun cabinet en Allemagne. Or sur le fondement de l'art. 27 al. 3 en combinaison avec l'art. 27 al. 1 BRAO, les avocats étrangers autorisés à exercer en Allemagne ont obligatoirement trois (3) mois à compter de l'autorisation, pour indiquer leur cabinet d'appartenance dans la compétence territoriale du barreau où ils sont autorisés.

S' il vous plaît, dites nous si vous maintenez encore votre administration dans la chambre des avocats. Pour retirer votre admission nous disposons d'un délai de trois (3) semaines.

Cordialement

Olaga Hüfner

Porte-parole Juridique

Avocate

CHAMBRE DES AVOCATS DE STUTTGART

Königstrasse 14

D-7013 Stuttgart

T +49 (0711) 22 21 55 23

F + 49 (0711) 22 21 55 11

Emailto : efremidou@rak-stuttgart.de

http://www.rak-stuttgart.de



Me ADJOH-KOMLAN Anowaty

Fait à Lomé ce 04 déc. 2014
Me ADJOH-KOMLAN Anowaty
Docteur en droit,
Avocat en Allemagne et au Togo

Courrier 1

Monsieur l'Avocat Anowaty ADJOH-KOMLAN
67, Rue Avatimé Tokoin-Séminaire
BP- 3408 Lomé TOGO
E-Mail : avocat.adjohnorbert@gmail.com

Notre Numéro/Nom	Telefon/Email	date
Oh/rr ZA 401445/14	711-22 21 55 20	03/09/2014
Rauleder-Roelle	u.rauleder-rolle@ak-stuttgart.de	

Admission dans la chambre des avocats de Stuttgart sur le fondement de l'art. 206 BRAO

(BRAO= texte qui régit la Profession des Avocats en Allemagne)

Votre écriture en date du 28/07/2014

Honorable Monsieur l'Avocat ADJO-KOMLAN ; Se référant à votre fax du 28/07/2014, nous vous prions de nous dire dans quel barreau vous exercez actuellement la profession d'avocat et où voulez-vous installer votre cabinet. Pour nous prouver votre installation, nous vous prions de nous verser ou envoyer votre autorisation d'installation (une simple copie est suffisante).

S'il vous plaît, veuillez noter que la réception des fax était mauvaise par endroit et illisible par endroit.

Cordialement

Olga Hüner

Porte-parole Juridique, Avocate

Me ADJOH-KOMLAN Anowaty
Docteur en droit,
Avocat en Allemagne et au Togo

FLAMBEAU
des Démocrates

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC
Siège social : Bd du 13 Janvier,
Nyékonakpoè 06 BP. 60364 Lomé
Tél. (+228) 26 70 04 96
e-mail : Loiclate@gmail.com
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur Général
chargé de la Publication
Loïc LAWSON
(90 34 63 25)

Directeur de la Rédaction
AGBESSI T. Isaac. (90 20 36 51)

Rédaction
Edgar K. DJISSENOU
K. Isidore
Magloire TEK0

Stagiaires
LAWSON Boëvi Mawuëna Joseph
DOGBE-A. Koffi

PAO
Geodecom (22 48 00 32 / 92 63 85 58)

Imprimerie : St Laurent
Tirage : 3000 exemplaires

Album-photos Jubilé d'argent OTAM

